

**MEMORANDUM DE LA PLATEFORME
DES CONFESIONS RELIGIEUSES DE
CENTRAFIQUE SUR LA CRISE EN
COURS**

Bangui, Mai 2018

MEMORANDUM

Par ce mémorandum, la Plateforme des Confessions Religieuses de Centrafrique (PCRC), composée de Musulmans, Chrétiens Catholiques et Protestants, tient à partager ses inquiétudes et ses interrogations sur la persistance de la crise depuis 2012 suite à l'avènement de la coalition Séléka aux pouvoirs de l'Etat.

Après une gestion chaotique du pouvoir, ponctuée par les violations massives et répétées des droits inhérents à la personne humaine par la coalition Séléka sur les populations centrafricaines, les Anti Balaka qui se sont constitués pour les combattre ont commis les mêmes types de violations graves des droits de l'homme sur les populations civiles.

En réalité, la crise centrafricaine trouve ses origines, non seulement dans la mal gouvernance, la corruption, le clientélisme, l'exclusion, le régionalisme, le refus de l'alternance politique, la pauvreté, la mauvaise redistribution des richesses, la faiblesse des institutions républicaines, la crise de leadership, l'impunité, l'insécurité, maintes fois dénoncés, mais également dans les visées de certains pays voisins et étrangers, qui cherchent à dérouler dans le pays des agendas cachés afin de l'occuper, par le biais de groupes armés orientés et entretenus par eux, pour ainsi contrôler les ressources de la RCA.

Prenant prétexte de ces exclusions et violations des droits humains, certains compatriotes, mus par la recherche du gain facile et la conquête du pouvoir par des

moyens antidémocratiques, s'allient avec des mercenaires étrangers venant pour la plupart du Tchad et du Soudan pour déstabiliser la Nation Centrafricaine.

Ces compatriotes orchestrent des violences avec la complicité de ces mercenaires qui utilisent sans vergogne la division factice entre Chrétiens et Musulmans pour faire diversion, alors que leur objectif réel est la prise du pouvoir et le contrôle des richesses naturelles de la RCA au détriment du peuple centrafricain, qui est victime chaque jour d'actes de violences innommables.

Alors que la Transition a pris fin par l'installation en mars 2016 de nouvelles autorités politiques démocratiquement élues, ces dernières peinent, au regard de l'ingérence de la communauté internationale à assurer, en dotant les Forces Armées Centrafricaines de moyens adéquats, sous le fallacieux prétexte de l'embargo sur les armes en vue de doter les Forces Armées Centrafricaines, pendant que les groupes armés non conventionnels se surarment au vu et au su de la communauté internationale. Comment expliquer ce « deux poids deux mesures » ?

Aussi, il y a lieu de déplorer l'inefficacité et le manque de professionnalisme de certains contingents de la MINUSCA qui auraient pu aider à la sécurisation de la population civile mais qui passent leur temps à comploter avec ces rebelles pour commettre des crimes à caractère confessionnel ; ce qui, à n'en point douter, est une instrumentalisation de la crise à des fins religieuses.

L'objectif recherché par ces ennemis du Peuple centrafricain est de créer les conditions d'une révolte populaire sanglante contre une communauté, pour

justifier leur projet sordide de la mise sous tutelle de la RCA. La Plateforme des Confessions Religieuses de Centrafrique est étonnée et choquée d'entendre les propos tenus par le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unis, lors de la rencontre du 25 avril entre le Chef de l'Etat et les forces vives de la nation au Palais de la Renaissance, suite à l'opération « SOUKOULA », soutenant que « la résolution de la crise centrafricaine prendra au moins quarante (40) ans ». Allons-nous sacrifier des générations ?

Ces actes de déstabilisation et l'occupation d'une partie du territoire national sont l'œuvre de certains Centrafricains, et des mercenaires tchadiens, soudanais et certaines puissances étrangères qui soutiennent les groupes rebelles prônant ainsi la partition de la RCA.

Aucun Etat ne doit prendre prétexte des agissements de ses citoyens sur un territoire national pour intervenir en RCA. La RCA est membre de la CEMAC, de la CEEAC, de la CENSAD et de l'UA. Comment expliquer la libre circulation des chefs rebelles et leurs éléments et avec tous leurs arsenaux entre la République Centrafricaine et les pays limitrophes ?

Lors du Forum de Bangui en mai 2015, le peuple Centrafricain a dit **NON** à l'impunité et réclamé la mise en place d'une « Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation » ; Pourquoi la communauté internationale force-t-elle les dirigeants actuels à accorder l'amnistie même aux mercenaires et former un Gouvernement d'Union Nationale, sans que les responsables des crimes atroces

ne rendent compte de leurs actes devant la justice, conscient que les victimes d'aujourd'hui risquent d'être les bourreaux demain ?

C'est le lieu de souligner que le Programme DDRR, la politique de la cohésion sociale et le Programme de la Réduction de Violences ne peuvent prospérer ni dans l'impunité ni dans l'insécurité ; car ce serait une prime à la délinquance.

RECOMMANDATIONS

Au regard de tous les points évoqués ci-haut, la Plateforme des Confessions Religieuses de Centrafrique recommande :

- A la population, de respecter les croyances de chaque citoyen et les lieux de culte ;
- Aux hommes politiques centrafricains, d'adopter une attitude républicaine et responsable, afin de cesser de faire appel aux mercenaires Tchadiens, Soudanais et autres, pour les aider à déstabiliser le pays ;
- Au Tchad, au Soudan et aux autres pays dont les ressortissants ont été identifiés parmi les mercenaires qui opèrent en Centrafrique, de cesser toute ingérence négative, visant à entretenir la crise centrafricaine, au point de lui donner un caractère confessionnel, contre toutes réalités ;

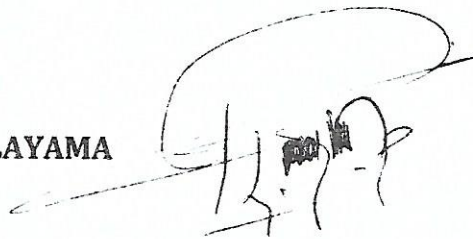
- A certains contingents de la MINUSCA, de cesser toute connivence et tout ravitaillement des groupes rebelles en armes et munitions ;
- A la MINUSCA, de collaborer franchement avec le gouvernement sur le volet protection de la population civile et de mettre en œuvre les Mesures Temporaires d'Urgence (MTU), conformément aux Résolutions des Nations Unies qui autorisent leur déploiement en RCA ;
- Aux groupes rebelles, de déposer sans condition les armes en vue de cesser de déstabiliser le pays, d'accroître la souffrance du peuple centrafricain et de mettre un terme à l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RCA ;
- A la jeunesse, de s'abstenir de toute manipulation, en vue de préserver l'unité nationale et le vivre ensemble ;
- Au gouvernement, de dérouler un programme de redéploiement des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) sur tout le territoire national, pour sécuriser la population civile en détresse et d'engager des poursuites judiciaires au niveau national et international contre les auteurs et complices des crimes commis en RCA.

L'heure est venue d'engager un dialogue franc et inclusif à la base avec la population du Km 5 et celle de l'ensemble du territoire national pour un retour à une paix durable en Centrafrique.

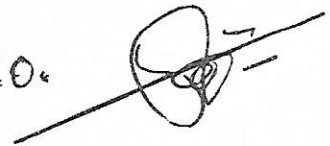
Fait à Bangui le 12 Mai 2018

Ont signé,

Eminence Imam Omar Kobine LAYAMA

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the left.

Révérénd Pasteur Nicolas GUEREKOYAME-GBANGOU P.O.

A handwritten signature in black ink, featuring a circular loop and a long horizontal stroke extending to the right.

Eminence Dieudonné Cardinal NZAPALAINGA

A handwritten signature in black ink, with a complex, cursive style and a long horizontal stroke extending to the right.